



Établissement public
chargé de la conservation et de la restauration
de la cathédrale Notre-Dame de Paris

POUVOIR ADJUDICATEUR :
ETABLISSEMENT PUBLIC CHARGE DE LA
CONSERVATION ET DE LA RESTAURATION DE LA
CATHEDRALE NOTRE-DAME DE PARIS
Chantier de restauration de la cathédrale
Notre-Dame de Paris
Quai de l'Archevêché
75004 Paris

**OPERATION DE RESTAURATION PHASE 3 – SOUS-OPERATION SO_INST (SO0) : INSTALLATION DE
CHANTIER - CATHEDRALE NOTRE-DAME DE PARIS**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché public de services

MARCHE N°2025-004 :

**Lot 1B - ENTRETIEN ET NETTOYAGE DES ESPACES INTERIEURS DES BASES VIE ET DE LEURS
EXTERIEURS – FOURNITURE DES MATERIELS ET CONSOMMABLES ASSOCIES**

Procédure d'appel d'offres ouvert passée en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1 et R. 2124-2.1°
du code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	CONTEXTE, OBJET, FORME ET DECOMPOSITION DU MARCHE	5
1.1	Contexte	5
1.2	Objet	5
1.3	Forme	6
1.4	Obligation de résultats	6
1.5	Limite d'exclusivité.....	6
1.6	Consistance et périmètre des prestations	6
1.7	Tranches et options.....	7
1.7.1	Tranches optionnelles	7
1.7.2	Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire	7
1.7.3	Prestations similaires et fournitures complémentaires	7
ARTICLE 2.	PIECES DU MARCHE – RESPECT DES LOIS ET REGLEMENTS	8
2.1	Pièces du marche	8
2.2	Respect des lois et règlement	8
ARTICLE 3.	DUREE - DELAIS D'EXECUTION.....	9
3.1	Durée DU MARCHE.....	9
3.2	Période de préparation	9
3.3	DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 4.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
4.1	Organisation des prestations	10
4.2	Responsabilité et assurance	10
4.3	Matériels et équipements confiés au titulaire	10
4.4	Propriété des études et matériels	11
ARTICLE 5.	CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION.....	12
5.1	DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL DU TITULAIRE	12
5.1.1	Responsable du marché	12
5.1.2	Conduite des prestations.....	12
5.2	Mesures de sécurité pour l'exécution des prestations	13
5.2.1	Règles de sécurité.....	13
5.3	Discipline de chantier	14
5.4	ORGANISATION – SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS.....	15
5.4.1	Cantonement de chantier.....	15
5.4.2	Mesures concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier	15
5.4.3	Mission du Coordonnateur SPS désigné par le Maître de l'Ouvrage.	15
5.5	Déclaration de sinistre.....	16
5.6	Diffusion des documents établis par le Titulaire	16
ARTICLE 6.	STIPULATIONS RELATIVES AUX BONS DE COMMANDE ET ORDRES DE SERVICE	18
6.1	BONS DE COMMANDE.....	18
6.1.1	Objet, Contenu et exécution des bons de commande	18
6.1.2	Notification des bons de commande.....	19
6.1.3	Modification des bons de commande	19
6.1.4	Particularités.....	19
6.2	Ordres de service	19

ARTICLE 7.	MODIFICATIONS DU MARCHE.....	20
7.1	Prestations supplémentaires ou modificatives	20
7.2	DIMINUTION DU MONTANT DES PRESTATIONS.....	20
ARTICLE 8.	PRIX – MODALITES DE PAIEMENT	21
8.1	Forme des prix – Contenu des prix – Mode d’évaluation des prestations	21
8.1.1	Forme des prix.....	21
8.1.2	Contenu des prix.....	21
8.2	Révision des prix du marche	21
8.3	Modalités de paiement	22
8.3.1	Périodicité.....	22
8.3.2	Présentation des factures et des demandes de paiement	23
8.3.3	Délai global de paiement.....	24
8.3.4	Intérêts moratoires.....	24
ARTICLE 9.	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	25
9.1	Avance.....	25
9.1.1	Avance versée au titulaire	25
9.1.2	Avance versée au sous-traitant	26
9.2	Cession et nantissement.....	26
9.3	Retenue de garantie.....	26
ARTICLE 10.	PENALITES.....	27
10.1	Généralités	27
10.2	PENALITES POUR RETARD DANS L’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	27
10.3	PENALITES POUR MANQUEMENT	27
10.4	Pénalités pour non-production des déclarations de sous-traitance	28
10.5	Pénalités pour non-production des attestations d’assurance	28
10.6	Pénalités pour non-respect de l’engagement d’insertion par l’activité	28
ARTICLE 12.	GESTION ELECTRONIQUE DES DOCUMENTS	31
ARTICLE 13.	DEVELOPPEMENT DURABLE.....	32
ARTICLE 14.	CLAUSE SOCIALE.....	34
ARTICLE 15.	SOUS-TRAITANCE	38
15.1	Généralités	38
15.2	Désignation du sous-traitant en cours d’exécution	38
ARTICLE 16.	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....	39
ARTICLE 17.	CLAUSE DE REEXAMEN	40
ARTICLE 18.	CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE – OBLIGATION DE DISCRETION	41
18.1	Confidentialité – Mesures de sécurité	41
18.2	Obligation de discrétion	41
ARTICLE 19.	PHOTOGRAPHIES, PRISES DE VUE ET TOURNAGES.....	42

19.1 PHOTOGRAPHIES ET PRISES DE VUES DU PERSONNEL DU TITULAIRE	42
19.2 PRISES DE VUE OU TOURNAGES SUR LE CHANTIER PAR LE TITULAIRE	43
 ARTICLE 20. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	44
 ARTICLE 21. RESILIATION	45
21.1 Généralités	45
21.2 Résiliation pour faute	45
 ARTICLE 22. ITIGES	46
22.1 Instances compétentes.....	46
22.2 Intervention du CCNRA.....	46
 ARTICLE 23. DEROGATIONS AU CCAG.....	46

1.1 CONTEXTE

Le 15 avril 2019, un violent incendie embrasait la cathédrale Notre-Dame de Paris entraînant la disparition, dans les flammes, de la toiture du grand comble et de la flèche, l'effondrement partiel de plusieurs voûtes hautes et le déplaquage de nombreux parements en pierre de taille situés à proximité directe du foyer, du fait des températures extrêmement élevées. Dès le lendemain et pendant les mois qui suivirent le sinistre, l'édifice est sécurisé et une grande opération de reconstruction, destinée à réparer les désordres causés par l'incendie, a été lancée ayant permis la réouverture au public et au Culte le 7 décembre 2024.

Le chantier de cette vaste opération se poursuit en 2025 pour achever la couverture des espaces ajourés de la flèche et les travaux du massif occidental permettant la réouverture des tours au public

La restauration de la cathédrale ne sera pas pour autant achevée à l'issue de ces travaux puisque les parties non touchées par l'incendie n'auront pas été traitées. En effet, avant le 15 avril 2019, plusieurs rapports rédigés par Philippe VILLENEUVE, ACMH en charge de la cathédrale, alertaient sur l'état de dégradation très important des élévations extérieures, à commencer par le chevet.

Les fonds collectés dans le cadre de la souscription nationale n'ayant pas été intégralement utilisés pour l'exécution des travaux des deux phases précédentes, l'Etablissement Public souhaite poursuivre le programme de restauration de la cathédrale en intervenant sur des parties non touchées par l'incendie mais nécessitant des travaux de restauration, lesquels constitueront la phase 3 des travaux de restauration de la cathédrale.

A ce jour, il est prévu de décomposer l'opération de restauration - phase 3 en plusieurs sous-opérations sur la base de critères fonctionnels, techniques, géographiques et/ou calendaires :

- Une sous-opération « SO_INST » comprenant :
 - o la base-vie
 - o les installations de chantier.
- Une sous-opération « SO1 » consistant en la restauration extérieure du chevet ;
- Une sous-opération « SO2 » consistant en la construction des locaux techniques définitifs ;
- Une sous-opération « SO3 » consistant en la restauration extérieure de la sacristie ;
- Une sous-opération « SO4 » consistant en la restauration extérieure du presbytère.

Le marché, objet du présent CCAP, concerne la sous-opération SO_INST relative aux installations de chantier.

1.2 OBJET

Le présent marché porte sur les prestations d'entretien et nettoyage des espaces intérieurs des bases vies et de leurs extérieurs, ainsi que la fourniture des matériels et consommables associés. Il s'inscrit dans le cadre de la phase 3 de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris.

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

1.3 FORME

Il s'agit d'un marché composite. Il comprend une partie forfaitaire et une passée sous la forme d'un accord-cadre avec émission de bons de commandes. Cette dernière partie est conclue sans montant minimum et avec un montant maximum pour toute la durée du marché fixée à l'acte d'engagement.

1.4 OBLIGATION DE RESULTATS

Ce marché comporte pour le Titulaire une obligation générale de résultats pour les prestations objet du marché qui constitue un ensemble techniquement et juridiquement indissociable. Les objectifs en matière de résultat sont décrits dans les pièces du marché.

Pour satisfaire à cette obligation, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour effectuer sa prestation dans des conditions de qualités conformes aux niveaux définis par l'EP RNDP.

Au cas où les moyens définis par le Titulaire dans son mémoire ne seraient pas adaptés, il en supporterait seul les conséquences et ne pourrait s'en prévaloir pour diminuer la qualité des prestations.

De même, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une connaissance insuffisante des lieux ou des conditions de travail pour réclamer une quelconque révision en hausse du prix des prestations.

1.5 LIMITE D'EXCLUSIVITE

Si le Titulaire n'est pas en mesure d'honorer une prestation et notamment un bon de commande, le pouvoir adjudicateur est délié de l'exclusivité contractuelle dont bénéficie le Titulaire, et en fonction du montant estimé de son besoin, il peut recourir à :

- un marché sans publicité ni mise en concurrence conformément à l'article R. 2122-8 du code de la commande publique si la valeur estimée de la commande est inférieure à 40 000 € HT ;
- une procédure adaptée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique, si la valeur estimée est égale ou supérieure à 40 000 € HT.

L'acheteur se réserve également la possibilité d'acquérir les prestations en dehors du présent marché, et donc, de recourir à un tiers, sans préjudice et indemnités pour le titulaire, dans les cas suivants :

- Prestations, objet du marché, connexes à une opération/projet/marché.

1.6 CONSISTANCE ET PERIMETRE DES PRESTATIONS

Les spécifications techniques sont décrites au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les prestations attendues au titre de la partie ordinaire sont principalement les suivantes :

- Nettoyage intérieur des bases vie, barnums et autres bungalows en zone "base vie" et en zone "chantier".
- Nettoyage des extérieurs de la zone "base vie" ;
- Lutte contre les nuisibles.

Les prestations attendues au titre de l'accord-cadre à bons de commande ordinaire sont principalement les suivantes :

- Fourniture de matériels d'entretien et d'hygiène, de consommables et de leur mode de distribution ;
- Compléments de nettoyage intérieurs et/ou extérieurs par rapport à ceux prévus au titre du forfait ;
- Complément d'intervention pour la lutte contre les nuisibles.

Ces prestations seront commandées sur la base du bordereau des prix unitaires.

1.7 TRANCHES ET OPTIONS

1.7.1 [Tranches optionnelles](#)

Sans objet.

1.7.2 [Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire](#)

Sans objet.

1.7.3 [Prestations similaires et fournitures complémentaires](#)

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un ou des marché(s) négocié(s) sans publicité ni mise en concurrence conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique portant sur la réalisation de services similaires à ceux confiés au titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un ou des marché(s) négocié(s) sans publicité ni mise en concurrence conformément à l'article R.2122-4 du code de la commande publique portant sur la livraison de fournitures complémentaires.

2.1 PIECES DU MARCHÉ

Les pièces du marché sont listées à l'acte d'engagement.

Le Titulaire est réputé connaître les documents avec toutes les mises à jour ou parution nouvelle de ces pièces avant le commencement des prestations faisant l'objet du présent article et reconnaître qu'il en a une parfaite connaissance.

2.2 RESPECT DES LOIS ET REGLEMENT

Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une méconnaissance des textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation en vigueur intéressant leur activité pour l'exécution du présent Marché. Le Titulaire est réputé exécuter ses prestations dans les règles de l'art.

Le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble des lois, décrets et arrêtés. Le titulaire s'engage également à respecter tous règlements, circulaires ou textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché pour autant qu'ils suppléent au silence des pièces contractuelles.

Ainsi, notamment, le Titulaire s'engage à respecter, sans que cette liste ne soit exhaustive :

- Les normes européennes ;
- Le Code du travail ;
- L'arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, et les arrêtés modificatifs relatifs aux dispositions particulières concernant les établissements de type L, Y, V de première catégorie.

3.1 DUREE DU MARCHE

Le marché prend effet à compter du 1^{er} juillet 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure. Il est conclu pour une durée de 39 mois, hors période de préparation.

Il pourra être reconduit tacitement 3 fois pour des périodes de trois (3) mois, par décision expresse.

Le Titulaire ne peut pas refuser la reconduction du marché et ne peut se prévaloir d'aucune indemnité en cas d'absence de reconduction

3.2 PERIODE DE PREPARATION

La période de préparation démarre à la date de notification du marché. Elle a une durée de quinze jours (15) jours calendaires maximum.

La période de préparation permettra au titulaire d'assurer la préparation des stocks de consommables et de préparer l'organisation des moyens humains pour pouvoir assurer les prestations dès notification par ordre de service de démarrage des prestations.

La période de préparation permettra aussi l'établissement par le titulaire d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), remis au coordonnateur au plus tard quinze jours à compter du début de la période de préparation, plus particulièrement pour les prestations qui seront réalisées côté chantier.

Ce PPSPS sera revu par les soins du coordonnateur SPS, pour demande de reprise éventuelle. Une inspection commune avec les entreprises y compris leurs sous-traitants sera par suite organisée par le CSPS.

A l'issue de la période de préparation, un ordre de service de démarrage des prestations sera notifié au titulaire. Cet ordre de service de démarrage sera porté à la connaissance des entrepreneurs titulaires des autres lots.

3.3 DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

La période d'exécution des prestations commence à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

Les délais d'exécution des prestations relevant de la DPGF sont ceux indiqués au CCTP du marché.

Les délais d'exécution des bons de commande seront déterminés dans chaque bon de commande.

4.1 ORGANISATION DES PRESTATIONS

Le Titulaire s'engage à :

- assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel ;
- contrôler en permanence le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel ;
- assurer en permanence ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent marché soit parfaitement remplie ;
- se conformer aux normes et règlements pour l'exécution des tâches qui lui incombent ;
- faire en sorte que ces interventions n'occasionnent aucune gêne aux occupants et publics, ni désordre dans le site, sauf accord préalable de l'EP RNDP,
- restituer les installations, équipements et locaux en bon état à l'expiration du marché.

4.2 RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel, aux agents de la Cathédrale ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant à la Cathédrale ou à des tiers.

Le Titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations.

Il fournira dans les 15 jours calendaires suivant la notification du marché une attestation d'assurance et, dans le même délai, au début de chaque nouvelle période annuelle.

Le Titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de toute modification de sa police d'assurance.

4.3 MATERIELS ET EQUIPEMENTS CONFIES AU TITULAIRE

Le Titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi, de tout matériel et équipement qui lui est confié, dès sa prise en possession effective. Un état exhaustif de ces prêts doit être tenu contradictoirement à jour. Le Titulaire ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

En cas de dégradation ou de perte des matériels ou équipements par la faute du Titulaire, celui-ci doit assumer les frais de réparation ou de remplacement du matériel hors usage.

Toute dépense pour remise en état des équipements, des installations ou documents provenant d'un manquement du Titulaire aux obligations du présent marché, lui est imputable.

4.4 PROPRIETE DES ETUDES ET MATERIELS

Les études, spécifications, plans, documents et autres informations fournies ou payées par le pouvoir adjudicateur restent ou deviennent sa propriété.

Les matériels fournis ou payés par l'Etablissement Public restent ou deviennent sa propriété. Ils ne peuvent être utilisés que pour l'exécution des commandes du pouvoir adjudicateur et doivent être identifiés comme étant la propriété de celui-ci.

Les logiciels élaborés pour le compte du pouvoir adjudicateur deviennent la propriété de ce dernier.

5.1 DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL DU TITULAIRE

5.1.1 Responsable du marché

Le marché est placé sous la conduite d'un responsable qui est l'interlocuteur direct auprès du pouvoir adjudicateur.

Il est présent sur le Site sur convocation du pouvoir adjudicateur et de ses représentants et a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du Titulaire.

Il participe aux réunions de chantier hebdomadaires, sauf demande contraire du maitre d'ouvrage.

Il est responsable :

- du respect de l'exécution de l'ensemble des prestations objet du présent marché ;
- du contrôle de la qualité et du respect des règles de sécurité pour la mise en œuvre des prestations ;
- des documents techniques et rapports tels que définis au CCTP ;
- de l'organisation du travail de son équipe ;
- de la préparation et du suivi des prestations ;
- de l'information du pouvoir adjudicateur ;
- de la discipline du chantier et du personnel ;
- de l'assistance au pouvoir adjudicateur ou à ses représentants.

Il doit manifester une compétence technique et administrative suffisante pour être en mesure :

- d'ordonner, de piloter et de coordonner son équipe dans l'exécution des prestations objet du présent marché ;
- de participer aux visites des commissions de sécurité ;
- de contrôler la qualité des prestations exécutées et de faire respecter la discipline et les règles de sécurité par son équipe ;
- d'informer le pouvoir adjudicateur ou ses représentants sur :
 - o les incidents ou anomalies constatés ;
 - o les gênes occasionnées par un dysfonctionnement ;
 - o l'arrivée sur le Site d'agents du Titulaire, de fournisseurs, sous-traitants, etc ;
- de participer aux réunions périodiques définies lors de la période de préparation avec les représentants du pouvoir adjudicateur ;
- de répondre à toutes les questions posées par le pouvoir adjudicateur relatives à l'exécution du présent marché.

Il est précisé que le personnel du Titulaire est sous le contrôle et la responsabilité de l'encadrement défini ci-dessus.

5.1.2 Conduite des prestations

Pour l'exécution des prestations, le Titulaire a l'obligation de mettre à disposition du pouvoir adjudicateur, pendant toute la durée du marché, les encadrants techniques et de chantier désignés dans son offre.

Les dispositions ci-après dérogent à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

a) Si l'un des encadrants n'est plus en mesure d'accomplir sa mission (départ/absence prolongée notamment), le Titulaire du marché doit, par courriel, en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise.

En parallèle, le titulaire doit désigner un remplaçant et communiquer ses nom et titres au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la date d'envoi du courriel d'information dont il est fait mention ci-dessous. Le remplaçant doit présenter des compétences (formation/expérience) au moins équivalentes à celles de la personne remplacée. Le titulaire justifie à l'acheteur le respect de ses conditions

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un mois pour agréer ou à défaut récuser le remplaçant. A défaut de réponse du pouvoir adjudicateur dans ce délai, le remplaçant est considéré comme agréer. En cas de récusation, le Titulaire dispose alors de quinze (15) jours ouvrés à compter de la notification de la décision du pouvoir adjudicateur pour soumettre à ce dernier un nouveau remplaçant.

A défaut de remplaçant ou si le nouveau remplaçant est récusé dans le délai indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

Le Titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à toute nouvelle personne de l'équipe.

b) Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, demander au Titulaire le remplacement d'un ou des encadrants affectés à l'exécution des prestations du marché, s'il le juge nécessaire. Dans ce cas, les dispositions du a) ci-dessus s'applique.

c) Le pouvoir adjudicateur se réservent également le droit, à tout moment de l'exécution du marché et sans avoir à en justifier, de récuser ceux des membres du personnel du Titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations. Le Titulaire devra alors procéder au remplacement des personnels récusés.

Les délais d'exécution des prestations ne sont pas remis en cause par les dispositions du présent article.

5.2 MESURES DE SECURITE POUR L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le Titulaire est tenu d'appliquer toutes les mesures et règles de sécurité qui s'imposent, il lui appartient de se conformer à l'ensemble des textes légaux et réglementaires. Il ne peut se prévaloir d'une quelconque imprécision des documents du marché pour dégager sa responsabilité.

Au contraire, il lui appartient à tout moment d'alerter le pouvoir adjudicateur en cas de découverte d'une faille dans les domaines de la sûreté, la sécurité, des techniques ou des services.

La constatation du non-respect des mesures de sécurité peut entraîner, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du présent marché aux torts du Titulaire dans les conditions définies au présent CCAP.

5.2.1 Règles de sécurité

Le Titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail. En outre, il doit se conformer aux consignes de sécurité ou d'utilisation pouvant être délivrées par le pouvoir adjudicateur.

5.2.1.1 Sécurité des personnes

Le Titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières.

Le Titulaire veille à faire respecter par son personnel, les règlements intérieurs et de sécurité, propres au Site.

Le personnel doit être qualifié pour exercer ses missions au sein de site étant classé ERP de 1ère catégorie.

Dans le cas où ces mesures de sécurité ne seraient pas prises en compte par le personnel du Titulaire, celui-ci pourra être exclu du Site sans délai et sans recours possible de la part du Titulaire.

5.2.1.2 Sécurité des biens

Le Titulaire prend toutes les précautions nécessaires pour que l'état des ouvrages, œuvres, meubles, édifices, aménagements, etc., ne soit pas altéré par les opérations réalisées par son personnel.

Il est rigoureusement interdit au personnel du Titulaire de manipuler les appareils et matériels se trouvant dans les locaux et dont la manipulation n'est pas requise pour l'exécution des prestations confiées au Titulaire au titre du présent Marché.

Il est rigoureusement interdit au personnel du Titulaire de manipuler, déplacer ou de prendre appui sur les œuvres et les mobiliers, ainsi que les emballages ou conteneurs destinés à contenir ceux-ci.

5.2.1.3 Sécurité des matériels

Les matériels, appartenant au Titulaire ou mis à sa disposition par l'EP RNDP, doivent être tenus en bon état de marche et sont régulièrement contrôlés par le Titulaire selon la réglementation en vigueur. Ils doivent rester ou être rendus conformes aux règles de sécurité en vigueur.

5.2.1.4 Procédure en cas de sinistre

En cas de sinistre, le Titulaire a la responsabilité de :

- déclencher toutes les actions de sauvegardes des personnes et des biens suivant les consignes établies et validées par le pouvoir adjudicateur;
- mettre en œuvre tous les moyens utiles de secours et/ou de remplacement ;
- prévenir sans délai le pouvoir adjudicateur;
- déclarer tout personnel ayant subi un accident de travail ;
- activer sa cellule de crise si la situation l'exige.

Lorsque la sécurité des personnes ou des biens est compromise, les agents du Titulaire prennent immédiatement toutes les initiatives qui leur semblent de nature à réduire les conséquences du sinistre, en respectant les précautions d'usage et les procédures en vigueur sur le Site.

5.3 DISCIPLINE DE CHANTIER

Il sera interdit au personnel du Titulaire :

- d'utiliser le téléphone sans autorisation du pouvoir adjudicateur pour un usage personnel,
- d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- de provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- de tenir des réunions dans l'enceinte des locaux sans accord préalable de l'EP RNDP.
- de manquer de respect aux usagers,
- de se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise.

Cette liste n'est pas limitative.

5.4 ORGANISATION – SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

La Notice d'Organisation de Chantier (NOC) et le Plan Général du Chantier (PGC) sont annexés au présent CCAP.

5.4.1 Cantonnement de chantier

La note d'organisation de chantier annexée au présent CCAP précise les modalités retenues en termes d'installation de chantier et de leur entretien.

5.4.2 Mesures concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le chantier est soumis aux dispositions du code du travail notamment au sein de son Titre III : Bâtiment et génie civil, Chapitre 2 Coordination lors des opérations de bâtiment et de génie civil.

5.4.3 Mission du Coordonnateur SPS désigné par le Maître de l'Ouvrage.

Le coordonnateur SPS a pour mission de veiller à l'application des principes généraux de prévention énoncés à l'article L.4121-1 à L.4121-5 du Code du Travail. Sa mission a pour but de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises sur le chantier.

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail, à chacun des participants à l'opération, et notamment celle de l'entreprise, des cotraitants et sous-traitants.

L'entreprise doit permettre au coordonnateur SPS d'exercer sa mission telle que définie par les textes mentionnés ci-dessus relatifs à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le coordonnateur a accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre. Il est présent sur le chantier dans les conditions fixées par le maître d'ouvrage. Il organise avec le maître d'œuvre et avec chaque entreprise les relations qui sont nécessaires à l'exercice de sa mission. Il assiste à toutes les réunions de chantier. L'entreprise transmet au coordonnateur toutes les remarques de la maîtrise d'œuvre et les observations des organismes concernant l'hygiène et la sécurité.

Tout travail qui n'est pas réalisé suivant les prescriptions du PGC ou des PPSPS peut justifier l'ajournement total ou partiel des prestations avec l'application des pénalités s'y rapportant.

Le respect de ces dispositions s'impose également aux sous-traitants.

5.4.3.1 *Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC)*

Le chantier est soumis à l'obligation du PGC annexé au présent CCAP, conformément aux dispositions du code du travail relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

L'entrepreneur qui recourt à un ou plusieurs sous-traitant(s) doit remettre à celui-ci (ceux-ci) un exemplaire du PGC.

5.4.3.2 *Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)*

Le chantier est soumis, conformément aux dispositions du Code du Travail introduites par le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, à l'obligation de PPSPS.

L'entrepreneur et chacun de ses sous-traitants doit procéder et participer avec le coordonnateur SPS à l'inspection commune puis établir et diffuser le PPSPS dans la période de préparation de chantier. A défaut, les pénalités prévues au présent CCAP s'applique. Un exemplaire, à jour, du PPSPS doit être tenu disponible en permanence sur le chantier.

Le sous-traitant dispose de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le titulaire pour établir le PPSPS et le remettre au coordonnateur SPS.

5.4.3.3 *Collège inter-entreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)*

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 8 du chapitre VIII, au titre du livre du Code du Travail introduite par le décret n° 95.543 du 4 mai 1995 relatif au collège interentreprises de sécurité de santé et des conditions de travail (CISSCT).

En conséquence, l'entrepreneur et chacun de ses sous-traitants sont tenus de participer au CISSCT, présidé par le coordonnateur SPS et de se soumettre aux règles particulières qu'il prescrira.

Toutes les entreprises doivent participer au CISSCT dès leur intervention sur le chantier.

Ces dispositions s'appliquent également aux sous-traitants. L'entrepreneur principal doit communiquer à son ou ses sous-traitants le règlement du CISSCT.

5.5 **DECLARATION DE SINISTRE**

En cas de survenance d'un sinistre donnant lieu à déclaration auprès des assurances de l'EP RNDP, le Titulaire est tenu d'établir un formulaire de déclaration de sinistre dommages complété, accompagné éventuellement de photos du sinistre.

Le Titulaire remet ce dossier au pouvoir adjudicateur dans un délai de :

- un (1) jour pour le vol ou le vandalisme ;
- cinq (5) jours pour les autres sinistres.

Le Titulaire est tenu de participer à toutes les visites et réunions d'expertise en cas de sinistre et il doit conserver tous les éléments ayant trait au sinistre en vue de l'expertise et de la détermination des responsabilités.

5.6 **DIFFUSION DES DOCUMENTS ETABLIS PAR LE TITULAIRE**

Tous les documents à caractère répétitif, tels les rapports périodiques, les comptes-rendus, etc. devront faire l'objet d'une approbation préalable d'un modèle par l'EP RNDP.

Tous les documents produits par le Titulaire, à transmettre ou demandant validation de la part de l'EP RNDP, sont fournis sous la forme d'exemplaires transmis par courriels des fichiers en versions natives et PDF ou sur la forme d'une plateforme imposée par le pouvoir adjudicateur.

6.1 BONS DE COMMANDE**6.1.1 Objet, Contenu et exécution des bons de commande**

Le pouvoir adjudicateur établit au fur et à mesure des besoins des bons de commande qui seront adressés au Titulaire, sur la base des prix figurant dans le bordereau des prix unitaires via une plateforme dématérialisée de gestion des commandes et des situations (EDIFLEX à la date de publication du présent marché).

Pour les besoins qui peuvent être anticipés, des bons de commande sont notifiés antérieurement à la réalisation des prestations

Les prestations relevant de l'accord-cadre pourront également faire l'objet de demandes d'intervention valant commande. Ces demandes d'intervention valant commande seront émises par courriel ou par téléphone par le pouvoir adjudicateur. Les interventions faisant l'objet de la demande d'intervention effectivement réalisées au cours d'un mois donné, font l'objet de la part du titulaire de la production d'un état récapitulatif mensuel faisant apparaître la nature, les quantités et les prix unitaires des prestations exécutées, en conformité avec le bordereau de prix unitaires. Cet état récapitulatif sera soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur. Une fois approuvé par le pouvoir adjudicateur, ce dernier établit un bon de commande mensuel, afin de permettre au titulaire de présenter sa facture, laquelle sera payable au vu de ce seul bon de commande et de l'état récapitulatif qui lui sera annexé.

Les demandes d'intervention valant commande peuvent être émises jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Chaque bon de commande comporte au moins :

- La date ;
- L'identification du titulaire ;
- La référence du marché ;
- La nature et la quantité des prestations à effectuer ou retracées sur l'état récapitulatif mensuel ;
- Le délai d'exécution des prestations ou le mois auquel l'état récapitulatif se rapporte ;
- Le montant HT et TTC des prestations ;
- Le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant.

Les bons de commande seront notifiés pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les durées d'exécution seront déterminées dans chaque bon de commande.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG-FCS, le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Conformément à l'article R2162-5 du code de la commande publique, l'acheteur ne peut fixer une durée d'exécution telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Seuls les bons de commande validés par le représentant du pouvoir adjudicateur dans Ediflex pourront être honorés par le titulaire. Aucun bon de commande non visé ne doit être pris en charge par le titulaire. Aucune facture correspondant à un bon de commande non validé dans Ediflex ne sera payée.

Le Titulaire devra se conformer aux instructions données par les bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur.

6.1.2 Notification des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur par courriel ou par courrier recommandé avec avis de réception ou par tout autre moyen informatique (plateforme de gestion des commandes / outil budgétaire ou comptable...).

Lorsque le pouvoir adjudicateur procède à la notification d'un bon de commande par courriel, le Titulaire doit en accuser réception par courriel dès réception ou au plus tard le jour ouvré suivant (1 jour ouvré). A défaut de réponse dans ce délai, la notification est réputée acquise à l'expiration de ce délai.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le Titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de notification du bon de commande, pour informer par écrit le pouvoir adjudicateur de ses observations éventuelles, sous peine de forclusion.

6.1.3 Modification des bons de commande

Si en cours de validité, il s'avère nécessaire de modifier des termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la passation d'une commande modificative soumise aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

6.1.4 Particularités

Pour les prestations ne figurant pas dans le bordereau des prix unitaires, le pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire l'établissement d'un devis sous cinq (5) jours ouvrés sauf délai plus favorable spécifié par le pouvoir adjudicateur. Ce devis doit être préalablement accepté par le pouvoir adjudicateur. Les prestations comprises dans ce devis font l'objet d'un bon de commande.

La notification du bon de commande correspondant vaut intégration de ces prix au bordereau des prix unitaires du marché.

Il s'agit d'une clause de réexamen au sens de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié dans l'hypothèse décrite au présent article sans qu'il soit nécessaire de recourir à un avenant signé des deux parties.

6.2 **ORDRES DE SERVICE**

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG-FCS, les ordres de service sont visés par le maître d'ouvrage puis signés et notifiés par le MOE via l'outil de gestion EDIFLEX. La date de signature du MOE vaut date de notification de l'ordre de service au titulaire.

Ils peuvent être notifiés dès la notification du marché.

7.1 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire, conformément à l'article 23 du CCAG-FCS au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

7.2 DIMINUTION DU MONTANT DES PRESTATIONS

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut notifier au titulaire une décision de diminution du montant des prestations. Les prestations en déduction sont toujours évaluées aux prix portés par la pièce financière dont elles relèvent.

8.1 FORME DES PRIX – CONTENU DES PRIX – MODE D’EVALUATION DES PRESTATIONS

8.1.1 Forme des prix

Le marché est conclu à prix mixtes. Il comprend un prix global et forfaitaire et des prix unitaires.

Les prix sont révisables.

8.1.2 Contenu des prix

Conformément à l’article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires et les sujétions particulières suivantes :

- induites par l'environnement (locaux, conditions d'accès, etc.) ;
- dues aux contraintes horaires ;
- dues aux diverses réunions, qu’elles soient techniques ou de coordination ;
- dues aux prescriptions de sécurité ;
- dues aux contraintes des congés légaux ;
- liées à toutes les prestations décrites au présent document ;
- Liées au plomb.

Le Titulaire sera toujours tenu, moyennant le prix fixé à sa soumission de mener jusqu'à complet achèvement toutes les prestations qui lui auront été attribuées, y compris celles non décrites mais nécessaires à la parfaite réalisation de la prestation.

Aucune majoration pour frais annexes, notamment frais de déplacement, d’hébergement et de restauration des intervenants et frais liés à la contraintes plomb, ne sera admise en cours d’exécution du marché. Aucune réclamation ne pourra être émise à propos des sujétions liées au plomb.

8.2 REVISION DES PRIX DU MARCHÉ

Les prix sont révisables, suivant les modalités fixées ci-dessous.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, lequel est précisé dans l’acte d’engagement du marché. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du marché tels que définis dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et le Bordereau des Prix Unitaires sont révisables afin de tenir compte de l’évolution des conditions économiques par l’application de la formule ci-après définie et ce, mensuellement, selon les modalités fixées ci-dessous.

- **Choix des index de référence**

L’index de référence l choisi en raison de sa structure et pris en compte est le suivant, tel que publié sur le site de l’INSEE : n° 010766785 « Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 » Nettoyage courant, marché public - base 2021.

- **Modalités de révision des prix**

Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$P = P_o \times [0,2 + 0,8 I_{m-4} / I_{0-4}]$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé ;
- P_o est le prix initial, correspondant au montant facturé au titre du forfait ou aux prix du bordereau de prix unitaire, réputés établis sur la base des conditions économiques du « mois zéro » ;
- I₀₋₄ est la valeur de l'indice I pour le mois antérieur de 4 mois au « mois zéro » ;
- I_{m-4} est la valeur de ce même indice pour le mois antérieur de 4 mois à la date d'exécution des prestations

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires seront effectués avec au minimum quatre décimales et le coefficient applicable à P_o arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

Lorsque la demande d'acompte présentée par le titulaire porte sur des prestations exécutées au cours de plusieurs mois consécutifs, et que celui-ci ne présente pas simultanément la répartition par mois du montant des prestations facturées, il est retenu pour I_{m-4} la moyenne des index applicables à chacun des mois couverts par la demande d'acompte.

- **Révision provisoire - révision définitive**

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier état d'acompte établi postérieurement à la parution de l'index correspondant.

- **Modification d'index**

En cas de modification d'indices ou d'index, un avenant ne sera pas nécessaire dans les cas suivants :

- lorsque la modification a pour objet de prolonger une ancienne série par une série correspondante (nouvelle) avec un coefficient de raccordement quand la série correspondante est unique ;
- quand plusieurs séries correspondantes sont proposées, lorsqu'en raison de l'objet même du marché, l'index nouveau s'impose à l'évidence et dans la mesure où le libellé de l'index (notamment son numéro de référence BTxx, EVxx ou TPxx) n'est pas substantiellement modifié.

8.3 MODALITES DE PAIEMENT

Les demandes de paiement sont gérées via une plateforme dématérialisée de gestion des commandes et des situations (EDIFLEX à la date de publication du présent marché).

8.3.1 Périodicité

Pour la partie ordinaire :

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur, via EDIFLEX, une demande de paiement mensuelle à terme échu, égale au 1/39e du forfait annuel.

En cas de reconduction, les demandes de paiement devront être proratisées en fonction de la durée de reconduction.

Conformément à l'article 11.6 du CCAG-FCS, l'acheteur peut rectifier une demande de paiement. Il la vérifie et la complète le cas échéant en faisant apparaître notamment le montant des pénalités à appliquer ou les réfections imposées.

Le paiement de cette demande de paiement vaut règlement partiel définitif, à l'exception de la révision de prix prévue à l'article 8.2 du présent CCAP dès lors que cette révision a été calculée provisoirement dans la mise en intention de paiement.

Pour la partie accord-cadre :

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur, via EDIFLEX, une demande de paiement mensuelle pour l'ensemble des bons de commande exécutés en tout ou partie au cours du mois.

Conformément à l'article 11.6 du CCAG-FCS, l'acheteur peut rectifier la demande de paiement présentée par le titulaire. Il la vérifie et la complète le cas échéant en faisant apparaître notamment le montant des pénalités à appliquer ou les réfections imposées.

Les bons de commande qui s'exécutent sur plusieurs mois peuvent faire l'objet, sur cette demande de paiement, de demandes d'acomptes au sein de cette demande paiement.

Le paiement du solde d'un bon de commande vaut paiement partiel et définitif, à l'exception de la révision de prix prévue à l'article 8.2 du présent CCAP dès lors que cette révision a été calculée provisoirement dans la mise en intention de paiement.

Les prestations des bons de commande sont réglées sur la base des prestations réellement exécutées.

8.3.2 Présentation des factures et des demandes de paiement

La facture doit indiquer, outre la date et le numéro d'identification :

- Le nom ou la raison sociale et adresse des parties ;
- Le numéro d'inscription au Registre du commerce et des sociétés ou au Répertoire des métiers ;
- Le numéro de SIRET ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire ;
- Le détail des prestations (indication de la période facturée au titre de la part forfaitaire ou des prestations commandées au titre de l'accord cadre) ;
- Le numéro du bon de commande le cas échéant ;
- Les prix hors TVA, le montant de TVA et son taux, les prix TTC, si le Titulaire est assujéti à la TVA ou le montant net si le Titulaire n'y est pas assujéti ;
- Les références précises du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de renvoyer au Titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions ou d'effectuer une suspension de paiement par manque de pièces qui doivent accompagner la facture.

Les factures doivent être établies au nom et adresse suivants :

Etablissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de
Paris
Chantier de restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris
Quai de l'Archevêché
75004 Paris

Cette adresse est susceptible d'être modifiée en cours d'exécution du marché. Elle est susceptible d'être modifiée par voie d'ordre de service sans que l'établissement d'un avenant ne soit nécessaire.

Le règlement des comptes est mis en œuvre dans les conditions précisées au CCAG-FCS en tenant compte des dérogations aux articles 3 et 11 dans les conditions fixées dans l'annexe 1 au présent CCAP (relative au service d'échange électronique de gestion financière (EDIFLEX)).

Dans le cas de l'utilisation d'une plateforme dématérialisée de présentation des situations le format et modalités d'envoi seront régis par l'outil.

Les identifiants de l'établissement sur la plateforme CHORUS PRO sont les suivants :

Code SIRET : 200 090 777 00026

Code service : DO

Numéro d'engagement : communiqué lors de la notification pour la part forfaitaire et à relever sur chaque bon de commande pour la part à commandes.

Le Siret pourra être modifié en cours d'exécution. Le titulaire en sera alors informé.

Le sous-traitant admis au paiement direct transmet ses demandes de paiement selon le cadre de facturation dédié, permettant sa validation préalable par le titulaire (le cas échéant, par le co-traitant dont il est sous-traitant, puis par le mandataire). La validation du titulaire (le cas échéant, du co-traitant dont il est sous-traitant) vaut attestation de paiement direct.

8.3.3 Délai global de paiement

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues par virement bancaire dans les délais fixés réglementairement à compter de la réception de la demande de paiement.

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

8.3.4 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai global réglementaire ouvre de plein droit et sans autre formalité au Titulaire le versement d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, à la condition que les factures n'aient fait l'objet d'aucune réserve du pouvoir adjudicateur.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque centrale européenne, majoré de huit points (à la date de publication du marché). Le pouvoir adjudicateur versera également au titulaire l'indemnité forfaitaire prévue légalement (40 euros au titre des frais de recouvrement à la date de publication du marché).

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Ils sont calculés sur le montant total de la demande de paiement toutes taxes comprises.

9.1 AVANCE

9.1.1 Avance versée au titulaire

L'option A du CCAG-FCS est retenue.

Pour la partie forfaitaire

Les conditions de versement de l'avance sont fixées aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du code de la commande publique. Sauf renonciation expresse de sa part, une avance est accordée au Titulaire si la partie forfaitaire du marché est de plus de 50 000 € HT et son délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le taux de l'avance est de 5%.

Ce taux est porté à 20 % lorsque le Titulaire du marché public (ou le cotraitant concerné en cas de groupement) admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

Pour le calcul de l'avance, la durée des prestations prise en compte est de 39 mois.

Le paiement de cette avance interviendra dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute, pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché et se termine quand le montant des prestations exécutées atteint 80%.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché en cours d'exécution, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct à l'acheteur, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'acheteur et débute à compter de la notification de l'acte spécial.

Le montant de l'avance n'est ni révisé ni actualisé.

Pour la partie accord-cadre

Sauf renonciation expresse de sa part dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au Titulaire si le bon de commande est de plus de 50 000 € HT et son délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le taux de l'avance est de 5%.

Ce taux est porté à 20 % lorsque le Titulaire du marché public (ou le cotraitant concerné en cas de groupement) admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

Pour le calcul de l'avance sur les bons de commande, la durée prévisionnelle des prestations prise en compte est la durée d'exécution prévisionnelle du bon de commande.

Le paiement de cette avance interviendra dans le délai d'un mois à compter de la notification du bon de commande

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute, pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

Pour les bons de commande dont la durée d'exécution est supérieure à 1 an, le remboursement de l'avance se termine quand le montant des prestations exécutées, objet du bon de commande, atteint 80% du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché en cours d'exécution, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct à l'acheteur, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'acheteur et débute à compter de la notification de l'acte spécial.

Le montant de l'avance n'est ni révisé ni actualisé.

9.1.2 Avance versée au sous-traitant

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations de la part forfaitaire du marché ou du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT. Par ailleurs, les prestations doivent s'exercer sur une durée supérieure à deux mois.

Le versement de cette avance, dont le montant est égal à 5% (ou 20% si le sous-traitant est une PME) du montant des prestations sous-traitées, et son remboursement sont effectués conformément aux articles R. 2191-11 à R. 2191-12 du code de la commande publique.

9.2 CESSION ET NANTISSEMENT

Les créances nées de l'exécution du marché public passé peuvent faire l'objet d'une cession ou nantissement en application de l'article R. 2191-45 du code de la commande publique. La notification prévue aux articles R. 2191-54 à R. 2191-58 du code de la commande publique devra être adressée à l'adresse mentionnée ci-après :

L'Agent Comptable de l'Etablissement public chargé de la conservation et de la restauration de la
cathédrale Notre-Dame de Paris
Quai de l'Archevêché
75004 PARIS

9.3 RETENUE DE GARANTIE

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée dans le cadre de ce marché.

ARTICLE 10. PENALITES

10.1 GENERALITES

En cas de non-respect de ses engagements par le Titulaire, le pouvoir adjudicateur peut appliquer des pénalités. Les pénalités sont, les cas échéants cumulables entre elles et s'appliquent sans mise en demeure quel que soit leur montant par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS. Elles s'appliquent également dès le premier euro par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

Leur montant sera retenu sur les sommes dues à l'entreprise. Elles ne sont pas libératoires. Aussi le Titulaire est tenu de remédier aux non-conformités constatées dans un les délais spécifiés au CCTP.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités est plafonné à 20% du montant ordinaire du marché ou du bon de commande concerné – nonobstant l'application de pénalités complémentaires de non-restitution de documents, logiciels, bases de données et de restitution des installations en bon état de fonctionnement et d'entretien en fin de marché.

Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure et d'une façon générale lorsqu'elles résultent des actes tels que vandalisme, malveillance ou utilisation non conforme, et à condition que ces actes ne relèvent pas d'une action ou d'une défaillance du Titulaire.

10.2 PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Tout retard dans l'exécution des prestations, imputable au titulaire, entraîne l'application d'une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

10.3 PENALITES POUR MANQUEMENT

En cas de mauvaise exécution des prestations, imputable au titulaire, ne faisant pas l'objet d'une autre pénalité, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire de 300 euros par manquement constaté et par jour calendaire.

10.4 PENALITES POUR NON-PRODUCTION DES DECLARATIONS DE SOUS-TRAITANCE

En cas de retard dans la remise des déclarations de sous-traitance, le Titulaire encourt une pénalité de 50€ par jour calendaire de retard.

10.5 PENALITES POUR NON-PRODUCTION DES ATTESTATIONS D'ASSURANCE

En cas de retard dans la remise des attestations d'assurance, le Titulaire encourt une pénalité de 50€ par jour calendaire de retard.

10.6 PENALITES POUR NON-RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION PAR L'ACTIVITE

Voir article 14 du CCAP.

11.1 OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification sont effectuées conformément aux stipulations des articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

11.2 ADMISSION

11.2.1 Admission

Pour les prestations relevant de la partie forfaitaire :

A réception de la demande de paiement sur EDIFLEX (cf article 8.3.1 du CCAP), le pouvoir adjudicateur prendra, au vu du détail des prestations dont le règlement est demandé et des opérations de vérification effectuées pour ces prestations, une décision d'admission, de réfaction, de rejet ou d'ajournement.

La décision d'admission ou de réfaction sera matérialisée par la mise en intention de paiement sur EDIFLEX, par le pouvoir adjudicateur, de la demande de paiement. Elle prend effet à la date de cette mise en intention de paiement. Le titulaire est informé de cette mise en intention de paiement via EDIFLEX.

La décision d'ajournement ou de rejet est prise selon les dispositions prévues par le CCAG-FCS.

Pour les prestations relevant de la partie accord-cadre :

Les mêmes dispositions sont applicables sauf mention contraire dans le bon de commande.

11.3 PLAN D'ASSURANCE QUALITE

La responsabilité de la qualité des prestations incombe en premier lieu au Titulaire.

Il lui appartient donc de mettre en place et de faire fonctionner un système d'assurance qualité propre au site.

Le plan d'assurance qualité propre au site doit mentionner les procédures d'exécution des prestations et de respect des obligations du Titulaire, et notamment :

- La gestion du personnel,
- L'amélioration des performances,

Le plan d'assurance qualité est défini dans l'offre du Titulaire, et mis en place au plus tard à la fin de la période de préparation

En phase d'exploitation, le Titulaire doit mettre à jour son plan d'assurance qualité et informer le pouvoir adjudicateur des modifications effectuées.

11.4 ACCOMPAGNEMENT QUALITE

Après avoir démarré la prestation, en ayant pris connaissance parfaitement du dossier et des lieux, et après avoir informé et formé ses personnels, le Titulaire s'engage à effectuer périodiquement des entretiens ou des réunions avec son personnel pour rappeler les objectifs de la mission et traiter les problèmes rencontrés.

Le Titulaire doit à tout moment répondre à toute question de l'interlocuteur du pouvoir adjudicateur sur son organisation et le bon déroulement de la mission.

ARTICLE 12. GESTION ELECTRONIQUE DES DOCUMENTS

Un système de gestion électronique des données (GED) est mis en place sur le chantier.

La gestion de la GED sera assurée par l'OPC.

La mission de GED manager est confiée à l'OPC. Après une phase d'audit des besoins, le GED manager élabore le cahier des charges fonctionnel de la GED (nature des profils et droits correspondants, circuits de validation par type de document et opération, codification et règles de communication). Il procède ensuite au paramétrage fonctionnel de la solution.

La mission de DOC controller est également assurée par l'OPC. Il est chargé de l'administration fonctionnelle de la GED, comme le paramétrage et la gestion des droits d'accès, de la formation des nouveaux utilisateurs (tutoriel), et de la hotline d'assistance. Au quotidien, il procèdera au contrôle du respect du formalisme des documents déposés par les intervenants sur la GED avant leur mise à disposition aux autres intervenants. Ce contrôle porte notamment sur la codification des documents et le format des fichiers, sur la base des procédures arrêtées en début de mission.

Le Titulaire est tenu de travailler et collaborer avec les autres intervenants à l'aide de la GED. Il devra déposer l'ensemble de ses documents ou courriers sur la GED seuls seront transmis en format papier et en quatre exemplaires tous les plans au-dessus du format A3.

Le titulaire participera sur la GED au processus de validation des documents d'exécution.

Il appartiendra à l'entreprise de s'équiper (ordinateur et connexion internet) et de se rapprocher du doc controller afin de former ses agents pour pouvoir accéder à cette plateforme.

L'usage de la GED concerne notamment :

- Le dépôt de l'ensemble des documents d'exécution (avec liste prévisionnelle et date de diffusion et de validation) : plans exécution, notes techniques, modes opératoires, PPSPS, fiches techniques, etc. ;
- Le dépôt de l'ensemble des documents de la synthèse avec liste prévisionnelle et date de diffusion et de validation) ;
- Le visa électronique des plans et différents documents d'exécution par la MOE ;
- L'avis électronique des documents soumis au bureau de contrôle ;
- Le dépôt et l'instruction des Fiches questions réponse ;
- Le dépôt et l'instruction des Fiches de prestations modificatives ;
- Les déclarations de sous-traitance ;
- Les bases documentaires :
 - o Armoire à documents (courriers, etc.) ;
 - o Dépôt des Comptes-rendus ;
 - o Dépôt des DOE et DIUO ;
 - o etc.

Le fonctionnement sera précisé lors de la réunion de lancement.

ARTICLE 13. DEVELOPPEMENT DURABLE

Le pouvoir adjudicateur vise entre autres à limiter l'impact de ses activités sur l'environnement, en promouvant un modèle de production et de consommation responsable visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre, la surexploitation des ressources naturelles, et l'émission de polluants et de substances dangereuses pour la santé.

Le titulaire doit dans cet esprit utiliser des méthodes de réalisation pour ces prestations correspondantes à des objectifs de développement durable, prendre en compte la diminution des rejets de CO₂, le recyclage des consommables ainsi que la formation des salariés aux exigences environnementales.

Dans le cadre de l'exécution des prestations prévues par le présent marché, le titulaire s'engage à respecter les principes de développement durable et à mettre en œuvre des mesures visant à réduire l'impact environnemental des activités associées.

Produits de Nettoyage et Fournitures Respectueux de l'Environnement

- Les produits de nettoyage utilisés devront être conformes aux normes environnementales en vigueur (écolabel européen, NF Environnement ou équivalent). Ils devront présenter des caractéristiques garantissant une faible toxicité pour l'homme et l'environnement, et une biodégradabilité optimale.
- Les fournitures, notamment les recharges de savon, le papier toilette, les pastilles urinoirs et les sacs poubelles, devront, dans la mesure du possible :
 - Être fabriquées à partir de matériaux recyclés ou recyclables.
 - Respecter les normes environnementales pertinentes.
 - Réduire les emballages non nécessaires.
- Les bombonnes d'eau devront être issues d'un processus de fabrication durable et, dans la mesure du possible, réutilisables ou recyclables.

Pratiques de Nettoyage et de Dératisation Écoresponsables

- Le titulaire devra privilégier des techniques de nettoyage économes en ressources naturelles (eau, énergie) et à faible émission de composés organiques volatils (COV).
- Les interventions de dératisation devront être réalisées en utilisant des produits et des méthodes limitant leur impact sur les écosystèmes, conformément à la réglementation environnementale en vigueur.

Gestion des Déchets

- Les déchets collectés dans le cadre des prestations devront être triés et évacués dans des filières agréées, en conformité avec la réglementation applicable.
- L'utilisation de sacs poubelles biodégradables ou compostables est requise pour l'ensemble des prestations.
- Une attention particulière devra être portée à la réduction des déchets à la source, notamment par l'optimisation des consommables.

Réduction de l'Empreinte Carbone

- Les déplacements nécessaires à l'exécution des prestations devront être optimisés afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre. Le titulaire est encouragé à utiliser des véhicules à faibles émissions (hybrides, électriques, etc.).
- Une planification rationnelle des interventions devra être mise en place pour éviter des déplacements inutiles.

Suivi et Reporting Environnemental

- Le titulaire s'engage à tenir à disposition de la personne publique tous les justificatifs attestant de la conformité des produits et pratiques aux exigences environnementales définies dans le présent marché.
- Si demandé, un rapport périodique pourra être fourni pour détailler les actions entreprises en matière de développement durable dans l'exécution des prestations.

ARTICLE 14. CLAUSE SOCIALE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- Les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2^{ème} chance ».
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant, obligatoirement réservé aux publics visés ci-dessous, est de **2 800 heures**.

Modalités de mise en œuvre

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ **1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

- L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.
- *Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).*

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

- ✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Adel AATALLA

Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises

adel.aatalla@epec.paris

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;

- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (interlocuteurs à désigner) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

adel.aatalla@epec.paris

bibata.maiga@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues au présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **56 euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **70 euros** par jour calendaire de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliquées dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

15.1 GENERALITES

Conformément à l'article L. 2193-1 du code de la commande publique le marché ne peut faire l'objet d'une sous-traitance que dans les conditions définies par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée. Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément des conditions de paiement.

Le cas échéant, le Titulaire adresse au pouvoir adjudicateur un acte de sous-traitance (formulaire DC4) accompagné de tout document permettant d'estimer les capacités techniques et financières de la société à laquelle il envisage de sous-traiter une partie des prestations. Lorsque le montant des prestations est égal ou supérieur au seuil de l'article D.8254-1 du code du travail, le sous-traitant transmet l'attestation de régularité fiscale et de paiement des cotisations sociales de moins de 6 mois, le document d'immatriculation ainsi que la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail.

Le formulaire et sa notice explicative sont disponibles via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des clauses du présent marché.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

15.2 DESIGNATION DU SOUS-TRAITANT EN COURS D'EXECUTION

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance peuvent être réalisés par acte spécial ou avenant, dès lors que le Titulaire peut, conformément aux dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique :

- soit obtenir la modification de la formule de l'exemplaire unique ;
- soit fournir une attestation de l'établissement bancaire justifiant l'annulation du nantissement préalable ou que la cession de créance ou le nantissement ne fait pas obstacle au paiement du sous-traitant.

ARTICLE 16. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 21 du présent CCAP.

ARTICLE 17. CLAUSE DE REEXAMEN

En application de la R. 2194-1 du code de la commande publique, il peut être fait application des clauses de réexamen stipulées ci-après :

- Evolution des surfaces intérieures à nettoyer de la Base Vie 1 et/ou de la Base Vie 2 ter en raison notamment de l'évolution du périmètre du chantier et/ou de son emprise et/ ou des installations de chantier (base vie notamment) ;
- Evolution des surfaces extérieures à nettoyer en raison notamment de l'évolution du périmètre du chantier et/ou de son emprise et/ ou des installations de chantier (base vie notamment) ;
- Fermeture temporaire du chantier

L'article 6.1.4 du présent CCAP, prévoyant que des prix unitaires nouveaux puissent être ajoutés au bordereau des prix unitaires sans que la formalisation d'un avenant soit nécessaire constitue une clause de réexamen.

18.1 CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus au respect des mesures de confidentialité et de sécurité prévues à l'article 5 du CCAG-FCS.

18.2 OBLIGATION DE DISCRETION

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a ou aura la connaissance durant l'exécution de l'accord-cadre.

Il s'interdit, notamment, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'EP RNDP. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le contrat aux torts du Titulaire, aux frais et aux risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur au titre de l'article 1384 du Code Civil.

19.1 PHOTOGRAPHIES ET PRISES DE VUES DU PERSONNEL DU TITULAIRE

Le titulaire déclare être informé et accepter que le maître d'ouvrage peut être amené, dans le cadre de ses missions scientifiques et culturelles assurant la mise en valeur du chantier et des savoir-faire nécessaires pour la conduite des opérations de restauration et de conservation du monument et des éléments qui y sont attachés, à réaliser ou faire réaliser toute prise de vue (image et/ou son) sur le chantier et à les exploiter dans les conditions visées ci-après.

Le titulaire s'engage à en informer ses employés et sous-traitants et à avoir obtenu, préalablement à toute visite sur le chantier, de ses employés et/ou des sous-traitants toutes les autorisations nécessaires à la réalisation et à l'utilisation des prises de vues et/ou de sons par le maître d'ouvrage ou ses partenaires et à transmettre au maître d'ouvrage, sur simple demande de ce dernier, ces autorisations.

Lesdites autorisations devront porter sur toute représentation, y compris l'image et la voix, des personnels et/ou sous-traitants du titulaire et permettre toute utilisation (droits de reproduction et représentation, en ce compris droits d'adaptation) des prises de vues et/ou de sons par le maître d'ouvrage et/ou par ses ayants droit directs ou indirects, pour le monde entier, pour toute la durée du présent marché et dix (10) années après son terme ou sa résiliation, quelle qu'en soit la cause, aux fins des exploitations suivantes, que celles-ci donnent lieu, directement ou indirectement, au paiement d'un prix ou non :

- a. mise en ligne sur le réseau Intranet, Internet et/ou sur les réseaux sociaux ;
- b. exploitation dans le cadre des outils d'information, de communication et de promotion des savoir-faire du Chantier, notamment : lettre d'information numérique grand public, lettre d'information et point d'information aux donateurs, expositions, rapports d'activité, supports de signalétique à proximité du Chantier, Maison du chantier, ateliers et mallettes pédagogiques et lors d'événements publics, cartons d'invitation ;
- c. communication à la presse (sur tous types de support : presse écrite, radio, tv, web), française et étrangère, pour tout communiqué de presse ou dossiers de presse thématiques ou événementiels (par ex. : métiers concourant au chantier de sécurisation ou de restauration, programmation dans le cadre des Journées européennes du patrimoine, etc.) et relatifs à l'état d'avancement du chantier ;
- d. communication aux donateurs et mécènes du Chantier et aux organismes ayant collecté les dons en faveur de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris. Cette utilisation sera utilisée notamment à des fins d'information sur l'avancée du Chantier et dans le cadre de la communication relative aux différentes opérations de mécénat ;
- e. insertion/incorporation au sein d'œuvres audiovisuelles et/ou multimédia, des outils de médiation, mis à disposition du public sur des dispositifs accessibles au public grâce à des applications téléchargeables sur tout type de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, smartphones, lecteur mp3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo, etc.) et surtout type de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablette numérique, bornes multimédia, etc.) ou distribué sur tout type de supports ;
- f. insertion/incorporation dans les bases de données documentaires et muséographiques ;

- g. projection et diffusion dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers ;
- h. exploitation d'ouvrages imprimés ou numériques (dont notamment publications scientifiques, artistiques, catalogues d'exposition), destinés ou non à la vente ;
- i. merchandising, aux fins notamment de fabriquer, distribuer, vendre ou louer, éditer, commercialiser sous toute forme, ou utiliser - y compris pour toute destination publicitaire ou promotionnelle - des produits ou des objets diffusés dans le commerce qui incorporent dans leur substance, leur forme, leur décoration, leur conditionnement et/ou leur présentation, par quelque procédé que ce soit, tout ou partie des prises de vues et/ou de sons.

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre son fait personnel et contre toute revendication ou éviction quelconque (notamment violation de droits de la personnalité, diffamation, injure) afférente aux prises de vues et/ou de sons qui serait opposée à, ou intentée contre le maître d'ouvrage par un tiers, ayant pour fondement et/ou origine la réalisation et/ou l'utilisation des prises de vues et/ou de sons. A ce titre, le titulaire s'engage notamment à garantir et rembourser le maître d'ouvrage de l'intégralité de toute indemnisation que le maître d'ouvrage serait condamné à verser ainsi que les frais d'avocats auxquels le maître d'ouvrage devrait avoir recours pour organiser sa défense à ce titre.

19.2 PRISES DE VUE OU TOURNAGES SUR LE CHANTIER PAR LE TITULAIRE

Aucune prise de vues et/ou de sons n'est autorisée dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché, spécialement sur le chantier, sans l'autorisation préalable écrite du maître d'ouvrage.

Le titulaire doit informer ses employés et sous-traitants de l'interdiction de toute prise de vues et/ou de sons dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché et veiller à ce qu'ils respectent strictement cette interdiction.

En cas d'autorisation délivrée par le maître d'ouvrage, le titulaire s'engage à n'utiliser les prises de vues et/ou de sons de ses employés et/ou sous-traitants qu'à des fins d'archivage, de référencement et/ou de promotion de son activité et ce, à l'exclusion de toute exploitation commerciale et sous réserve d'obtenir, à ses frais et risques, les droits et autorisations (notamment droits d'auteur, droits à l'image ou à la voix des personnes ou à l'image des biens) nécessaires auxdites exploitations.

En cas d'autorisation délivrée par le maître d'ouvrage, le titulaire fournira, sur simple demande du maître d'ouvrage, une copie des prises de vues et/ou sons de ses employés et/ou sous-traitants, selon un format convenu d'un commun d'accord. La remise dudit support emportera de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une autorisation spécifique complémentaire, autorisation pour le maître d'ouvrage d'exploiter les prises de vues et/ou de sons dans les mêmes termes et conditions (notamment de supports, d'exploitations, de territoires, de durée et de garanties) que ceux stipulés ci-dessus au titre de l'exploitation de l'image et de la voix des personnels et sous-traitants du titulaire.

ARTICLE 20. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Pour les besoins de l'exécution du marché, chaque partie est amenée à collecter des données à caractère personnel des employés de l'autre partie et/ou des employés des éventuels sous-traitants et autres partenaires de l'autre partie (ensemble ci-après les « Préposés et Partenaires d'une partie »).

Chaque partie traite, en qualité de responsable de traitement, au sens du RGPD, les données à caractère personnel des Préposés et Partenaires de l'autre partie.

Chaque partie s'engage à traiter les données à caractère personnel des Préposés et Partenaires de l'autre partie conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée, au règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après le « RGPD »), à la directive 2002/58/CE du 12 juillet 2002 dit « vie privée et communications électroniques » telle que modifiée, ainsi que tout autre texte national ou européen qui viendrait à amender ou compléter les dispositions en vigueur à la date du présent marché et qui seraient applicables à l'une ou l'autre des parties (ensemble ci-après la « Règlementation sur les données personnelles »).

Si les données personnelles des Préposés et Partenaires d'une partie sont initialement collectées par cette partie, il lui appartient de les informer le cas échéant du transfert de leurs données à caractère personnel à l'autre partie. Chaque partie garantit que la collecte initiale et le traitement des données à caractère personnel des Préposés et Partenaires qu'elle fournit à l'autre partie ont été faits conformément à la Règlementation sur les données personnelles.

Chaque partie est autorisée à faire appel à un ou des sous-traitants pour mener tout ou partie des activités de traitement de données à caractère personnel des Préposés et Partenaires de l'autre partie. Il appartient à chaque partie, en sa qualité de responsable de traitement, de s'assurer que le ou les sous-traitants présentent des garanties suffisantes en matière de sécurité et de confidentialité des données à caractère personnel, de manière que le traitement réponde aux exigences de la Règlementation sur les données personnelles. Si le ou les sous-traitants d'une partie ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données à caractère personnel, cette partie demeure pleinement responsable de l'exécution par le ou les sous-traitants de leurs obligations.

Chaque partie fournira aux personnes concernées par les traitements de données à caractère personnel, les coordonnées de la personne chargée de traiter les demandes de droit d'accès, de rectification et/ou d'effacement de données à caractère personnel.

21.1 GENERALITES

Le Pouvoir adjudicateur a la faculté de résilier le présent marché avant son achèvement, sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités :

- soit pour événements extérieurs au marché, dans les conditions mentionnées à l'article 39 du CCAG-FCS,
- soit pour événements liés aux marchés dans les conditions mentionnées à l'article 40 du CCAG-FCS,
- soit pour faute du Titulaire dans les conditions mentionnées à l'article 41 du CCAG-FCS et des cas complémentaires indiqués ci-dessous ;
- soit pour motif d'intérêt général dans les conditions mentionnées à l'article 42 du CCAG-FCS.

Dans tous les cas, la résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision prise par le pouvoir adjudicateur.

21.2 RESILIATION POUR FAUTE

En complément des dispositions de l'article 41 du CCAG-FCS et sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités, le pouvoir adjudicateur peut résilier le présent marché, pour faute (résiliation simple) ou aux torts exclusifs du Titulaire (résiliation avec exécution à ses frais et risques) sans indemnisation dans les cas suivants :

- Si le Titulaire n'accomplit pas les diligences nécessaires à l'exercice de sa mission ;
- Si Titulaire déclare ne plus pouvoir exécuter ses engagements ;
- Lorsque le Titulaire s'est livré, à l'occasion des prestations, à des actes frauduleux, portant sur la nature, la qualité ou la quantité desdites prestations ;
- En cas de retard significatif, retards successifs et/ou absences répétées aux réunions ;
- Si le Titulaire n'honore pas un bon de commande ;
- Si le Titulaire ne fournit pas son attestation d'assurance ;
- En cas de non-respect des obligations et/ou prestations telles que définies dans les documents contractuels.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, sauf dans les cas prévus aux i, m, n et k de l'article 41.1 du CCAG-FCS, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

ARTICLE 22. LITIGES

22.1 INSTANCES COMPETENTES

Le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché en ayant, notamment, recours à l'avis du comité consultatif national de règlement amiable (CCNRA).

En l'absence de règlement amiable du litige, le tribunal administratif de Paris est seul compétent. Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article 333-1 du code de la propriété intellectuelle sont de la compétence exclusive du juge judiciaire.

22.2 INTERVENTION DU CCNRA

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose au comité consultatif national de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées aux articles R2197-1 et suivants du code de la commande publique.

La saisie du comité consultatif national de règlement amiable suspend les délais de recours prévus par le présent CCAG jusqu'à la décision du représentant du pouvoir adjudicateur après avis du comité.

Le délai de recours suspendu repart ensuite pour la durée restant à courir au moment de la saisine du comité.

Le cocontractant qui saisit d'un différend ou d'un litige le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une. Toutefois, l'autre cocontractant peut en rembourser tout ou partie, après avis du comité.

ARTICLE 23. DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG-FCS :

CCAP	CCAG-FCS
2	4
5.1.2	3.4.3
6.1.2	3.7.2
6.2	3.8.1
10	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3
21.2	41.2
Annexe 1	3 et 11